



CHAPITRE 96

LOI POUR PRÉVENIR ET RÉPRIMER LES ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.*
concernant les émeutes près des travaux publics.

2. Le ministre des travaux publics et du travail, ci- Exécution de
après désigné sous le nom de "ministre", est chargé de la loi.
l'exécution de la présente loi.

SECTION I

DISPOSITION INTERPRÉTATIVE

3. Dans la présente loi le mot "arme" comprend Définition
toute espèce d'armes offensives, armes ou munitions, du mot "ar-
énumérées dans l'article 5. S. R. (1909), 2451. me".

SECTION II

DE LA MISE EN VIGUEUR DE LA PRÉSENTE LOI

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer, Mise en vi-
par proclamation, que la présente loi sera en vigueur gueur de la
dans toute localité de cette province, dans les limites de loi par pro-
laquelle un canal ou d'autres ouvrages publics de cette clamation.
province, ou un canal, un chemin de fer ou autres ou-
vrages entrepris par une compagnie constituée en vertu
d'une loi de la Législature, sont en voie de construc-
tion, ou dans tout territoire désigné avoisinant cette lo-
calité.

La présente loi, depuis et après le jour indiqué dans Date de l'en-
la proclamation, devient en vigueur dans les lieux qui y trée en vi-
sont désignés. gueur.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer, de Révocation
la même manière, que la présente loi ne sera plus en vi- de la procla-
gueur dans telle localité et déclarer de nouveau qu'elle y mation, etc.
sera en vigueur.

Cités.

Nulle telle proclamation ne peut avoir d'effet dans les limites d'une cité. S. R. (1909), 2452.

Prohibition
de porter ou
garder des
armes.

5. Depuis et après le jour fixé par la proclamation, aucune personne, employée sur un tel canal, chemin de fer, ou sur d'autres ouvrages publics, dans les limites spécifiées dans cette proclamation, ne peut avoir ni garder en sa possession, ou sous ses soins ou contrôle dans lesdites limites, un fusil, un pistolet ou autre arme à feu, ou quelque monture, platine ou canon de fusil, ou autre partie de fusil, pistolet ou autre arme à feu, ni balles, épées, lames d'épée, bayonnettes, piques, pointes de piques, lances, pointes de lance ou dagues, ni aucun poignard ou autres instruments propres à trancher ou percer, ou autres armes, munitions ou instruments de guerre, sous peine d'encourir une pénalité de pas moins de deux dollars, ni de plus de quatre dollars, pour chaque arme semblable trouvée en sa possession. S. R. (1909), 2453.

Amendu.

Remise des
armes aux
autorités.

6. Dans le temps voulu par la proclamation, toute personne employée sur un canal, un chemin de fer, ou sur les ouvrages publics que cette proclamation concerne, doit apporter et livrer au juge de paix ou au commissaire nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour mettre à effet la présente loi, toute arme en sa possession et doit recevoir un reçu pour cette arme du juge de paix ou du commissaire. S. R. (1909), 2454.

Remise des
armes à leurs
propriétaires.

7. Lorsque la présente loi cesse d'être en vigueur dans un lieu où quelque arme a été livrée et détenue d'après l'article 6, ou lorsque le propriétaire de cette arme, ou la personne qui y a droit, convainc le juge de paix ou le commissaire qu'elle est sur le point de sortir immédiatement des limites du lieu où la présente loi doit être alors en vigueur, le juge de paix ou le commissaire peut rendre cette arme au propriétaire ou à la personne qui y a droit, et qui produit le reçu qu'on lui a donné pour cette arme. S. R. (1909), 2455.

Saisie et con-
fiscation des
armes portées
en contraven-
tion.

8. Toute arme trouvée en la possession d'une personne employée comme susdit, après le jour fixé par la proclamation comme étant celui où cette arme doit être livrée, et dans l'étendue des limites ou de la localité mentionnées dans la proclamation qui met la présente loi en vigueur, peut être saisie; et, étant saisie par un juge de paix, un commissaire, un constable ou un autre officier de paix, elle doit être confisquée au profit de Sa Majesté. S. R. (1909), 2456.

9. Quiconque, dans le but d'éluder la présente loi, ^{Peine contre qui cache des armes dans la localité.} recèle, reçoit ou cache, ou aide à receler, recevoir ou cacher, ou fait receler, recevoir ou cacher en quelque lieu, dans l'étendue des limites ou de la localité dans lesquelles la présente loi est alors en vigueur, une arme appartenant ou étant en la possession d'une personne employée sur un canal, un chemin de fer ou sur d'autres ouvrages, encourt une amende de pas moins de quarante dollars et n'excédant pas cent dollars, dont la moitié appartient au dénonciateur et l'autre moitié à Sa Majesté. S. R. (1909), 2457.

10. Tout juge de paix ou commissaire nommé en vertu de la présente loi, et revêtu d'autorité dans les limites du lieu dans l'étendue duquel elle est alors en vigueur, sur le serment d'un témoin digne de foi, portant qu'il croit qu'une personne a une arme en sa possession, ou qu'il y a une arme dans tel endroit ou maison, en contravention avec les dispositions de la présente loi, peut émettre son mandat adressé à un constable ou à un officier de paix pour en faire la recherche et la saisir. Ce dernier, ou toute personne qui l'assiste, peut en faire la recherche et la saisir, en la possession de toute personne ou dans tel endroit ou maison. ^{Perquisition et saisie des armes.}

S'il ne peut obtenir l'entrée dans l'endroit ou la maison dans un temps raisonnable, après l'avoir demandée, le constable ou l'officier de paix, et la personne qui l'assiste, peuvent y entrer de force, de jour ou de nuit, et saisir cette arme. ^{Refus d'ouvrir une maison.}

A moins que la personne en la possession ou dans la maison de laquelle elle a été trouvée, ne prouve, dans les quatre jours après la saisie, à la satisfaction du juge de paix ou du commissaire, que l'arme ainsi saisie n'était pas en sa possession, ou dans sa maison ou autre lieu contrairement à l'esprit et à l'intention de la présente loi, telle arme est confisquée au profit de Sa Majesté. ^{Confiscation des armes saisies, etc.}

Tout commissaire ou juge de paix, constable ou agent de la paix, ou toute personne agissant en vertu d'un mandat et prêtant main-forte à quelque constable ou agent de la paix, peut arrêter et détenir toute personne employée sur un ouvrage public, que l'on trouve portant une arme sur elle dans l'étendue des limites de quelque localité où la présente loi est alors en vigueur, à une heure et dans des circonstances propres à créer dans l'esprit du commissaire, du juge de paix, du constable, de l'agent de paix ou autre personne agissant en vertu d'un mandat, de justes soupçons que cette arme est portée dans des vues dangereuses pour la paix publique. S. R. (1909), 2458. ^{Arrestation de qui porte des armes illégalement.}

Rapport mensuel au secrétaire de la province.

11. Tel juge de paix ou tel commissaire doit faire un rapport mensuel au secrétaire de la province de toutes les armes qui lui ont été livrées, et qu'il a détenues d'après les dispositions de la présente loi. S. R. (1909), 2459.

Vente des armes confisquées.

12. Toutes les armes qui sont confisquées en vertu de la présente loi, sont vendues sous la direction du juge de paix ou du commissaire qui les a saisies ou fait saisir; et le produit de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires, est reçu par le juge de paix ou le commissaire, et par lui versé entre les mains du trésorier de la province pour les besoins publics. S. R. (1909), 2460.

Emploi des deniers.

Prescription des actions.

13. Toute action intentée contre un juge de paix ou un commissaire, constable, officier de paix ou autre personne, pour chose faite en vertu de la présente loi, doit être commencée dans les six mois après le fait.

Lieu de l'introduction de l'instance.
Défense.

L'action doit être intentée dans le district où le fait a été commis.

Le défendeur peut plaider par une dénégation générale, et citer la présente loi, ainsi que le fait particulier comme preuve.

Jugement.

Si l'action est discontinuée ou renvoyée après la comparution du défendeur, ce dernier a le droit de recouvrer doubles dépens. S. R. (1909), 2461.

Devant qui les poursuites en recouvrement d'amendes sont portées et instruites.
Mandat.

14. Toutes les amendes imposées par la présente loi peuvent être recouvrées devant deux juges de paix agissant pour le district ou le comté où l'infraction pour laquelle on réclame l'amende, a été commise.

Les juges de paix, sur plainte faite sous serment de l'infraction, doivent émettre leur mandat pour traduire le contrevenant devant eux. Lorsqu'il a été traduit devant eux, ils doivent entendre et juger la plainte.

Suffisance de la preuve.

Si le contrevenant est trouvé coupable, sur la déposition d'un témoin autre que le dénonciateur, ou sur sa propre confession, les juges de paix doivent le condamner à payer ladite amende. S. R. (1909), 2462.

SECTION III

DU CORPS DE POLICE A CHEVAL

Organisation d'un corps de police à cheval.

15. Pour mieux mettre la présente loi à effet, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner l'ordre d'organiser, monter, armer et équiper un corps d'hommes, dont le nombre ne doit pas excéder cent, y compris les officiers, lequel est appelé "le corps de police à cheval",

et placer ce corps sous le commandement et les ordres de tels officiers qu'il juge nécessaires.

Il peut employer tel corps de police ou partie de ce corps, dans tout lieu où la présente loi est alors en vigueur, sujet aux ordres et règlements qu'il émet quand il le juge nécessaire. S. R. (1909), 2463. Emploi de ce corps.

16. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme l'officier en chef et ceux des officiers subalternes du corps de police à cheval, et toutes autres personnes, selon qu'il le juge nécessaire, pour être respectivement juges de paix pour les fins de la présente loi, dans tous les lieux où elle est en vigueur. Juges de paix spéciaux.

Ces officiers et personnes peuvent agir respectivement comme juges de paix, lors même qu'ils n'auraient pas, sous le rapport de la propriété, la qualité requise des autres juges de paix. S. R. (1909), 2464. Qualités non requises.

17. Les hommes employés dans le corps de police à cheval sont déclarés constables et officiers de paix, respectivement, pour les fins de la présente loi, pour le district ou comté dans lequel ils sont alors employés. S. R. (1909), 2465. Attributions des hommes de police à cheval.

SECTION IV

DES DÉPENSES EN VERTU DE LA PRÉSENTE LOI

18. Les dépenses encourues pour mettre la présente loi à effet sur ou près des ouvrages publics de la province, sont payées par le ministre, à même les deniers appropriés pour les ouvrages sur lesquels ces dépenses ont été encourues, et sont portées comme si elles faisaient partie du coût des ouvrages. Dépenses nécessitées par cette loi.

Le montant ainsi porté sur chaque ouvrage est proportionné au nombre d'hommes de police employés sur chacun, et au temps durant lequel ils sont ainsi employés; mais la somme ainsi dépensée pour cet objet ne doit pas excéder quarante mille dollars pour une année quelconque. S. R. (1909), 2466. Montant qui peut être dépensé.

19. Les dépenses résultant de l'emploi du corps de police dans une localité ou dans le voisinage des lieux où quelque chemin de fer, canal ou autre ouvrage entrepris et exécuté par une compagnie constituée en corporation comme susdit, est en voie de construction, sont en premier lieu payées par le lieutenant-gouverneur, à Paiement des dépenses.

Rembourse-
ment.

même le fonds consolidé du revenu, et sont remboursées au trésorier de la province par telle compagnie à demande; ou, si elles ne sont pas ainsi remboursées, elles peuvent être recouvrées de la compagnie comme toute autre dette due à la couronne. Après leur recouvrement, elles forment partie du fonds consolidé du revenu de la province. S. R. (1909), 2467.